



Le Canada a joué dès le début un rôle de première importance dans les affaires du Commonwealth. La nature de cette organisation, de nos jours, doit beaucoup aux politiques et aux initiatives que les dirigeants canadiens ont contribué au fil des années. L'évolution du Commonwealth et l'histoire de notre propre indépendance politique sont étroitement liées.

Au XIXe siècle, le Canada a servi de modèle à d'autres dominions qui, comme lui, ont obtenu un gouvernement représentatif et une autonomie à l'égard de la puissance coloniale. A revêtu une importance particulière, à cet égard, le plaidoyer présenté avec succès en 1919 par Robert Borden en faveur d'une représentation distincte du Canada aux négociations du Traité de Versailles. Dans la même foulée, M. William Lyon Mackenzie King a réclamé ultérieurement avec insistance la déclaration de la pleine autonomie de notre pays, ce qui devait déboucher sur la proclamation du Statut de Westminster, en 1931.

Le Canada a accueilli très favorablement la naissance et le développement du Commonwealth moderne, après 1949. La condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud par le premier ministre John Diefenbaker, en 1961, laquelle devait amener ce pays à se retirer du Commonwealth, a incité les pays africains à rester membres de l'organisation ou à y adhérer à titre de nouveaux États indépendants. Le Canada a vigoureusement appuyé la création du Secrétariat du Commonwealth, en 1965, et a présenté la candidature du diplomate canadien Arnold Smith au poste de premier Secrétaire général, proposition qui fut adoptée.

C'est le Canada qui a proposé au cours des années 70 la transformation du mode de fonctionnement et de la structure des Réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth; cela a permis de rehausser leur caractère non officiel et leur pertinence, et de tenir, aussi, des réunions de hauts responsables. En 1985 et 1986, le Canada a soutenu énergiquement le rôle directeur joué par le Commonwealth dans l'action internationale visant à obtenir le démantèlement pacifique de l'apartheid en Afrique du Sud. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada préside le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe établi à la réunion de Vancouver, en 1987. La réalisation de la réforme du Secrétariat du Commonwealth, portant notamment sur la création d'un Comité directeur de hauts responsables chargé de lui transmettre des orientations stratégiques, a bénéficié de l'apport du Canada.

Le Canada constitue le plus important bailleur de fonds des programmes de ce Secrétariat, qui vont d'activités en faveur du développement démocratique, de la saine gestion publique, du respect des droits de la personne et de l'égalité des femmes à des initiatives dans les domaines de l'assistance technique et du renforcement des capacités. Des Canadiens exercent de hautes fonctions au Secrétariat, à Londres, et des experts canadiens ont participé à la préparation de pratiquement toutes les grandes études spéciales menées par le Commonwealth, lesquelles ont ensuite sous-tendu l'adoption de mesures d'ordre politique et économique. Des parlementaires, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens participent toute l'année durant à des conférences et programmes du Commonwealth. Le Canada a fréquemment accueilli d'importantes conférences de l'organisation.

La bonne volonté que le Canada s'attire par l'intermédiaire du Commonwealth a des retombées bénéfiques sur le plan de nos rapports commerciaux avec les autres pays membres. Toutefois, depuis l'abolition de la préférence commerciale entre pays adhérents du Commonwealth, cette organisation présente moins d'importance du point de vue des intérêts commerciaux à court terme du Canada et constitue plutôt, pour notre pays, un instrument permettant de dispenser une assistance technique en vue du développement économique à long terme des pays qui en font partie.